



EDUNIVERSAL

Siège social : 19, Boulevard des Nations Unies – 92190 MEUDON
Société anonyme au capital de 983 563,80 euros

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2020



RSM Paris

26, rue Cambacérés
75 008 Paris
France

Tél. : +33 (0) 1 47 63 67 00
Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00

EDUNIVERSAL

Siège social : 19 Boulevard des Nations Unies – 92190 MEUDON
Société anonyme au capital de 983 563,80 euros

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2020

A l'assemblée générale de la société EDUNIVERSAL,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EDUNIVERSAL relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2019 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Règles et méthodes comptables – Règles générales » de l'annexe indiquant que l'appréciation notamment de la valeur des actifs incorporels et financiers ainsi que des créances et valeurs mobilières de placements détenus par votre société repose sur des estimations, basées sur des données prévisionnelles d'activité. Compte tenu des aléas du marché et de l'environnement, les résultats réels pourraient s'avérer différents.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Immobilisations incorporelles, immobilisations financières et comptes courants actifs

Le paragraphe « Règles générales » de l'annexe indique que la préparation des états financiers repose sur des estimations basées sur des données prévisionnelles d'activité. Nos travaux ont consisté à examiner la documentation relative à ces estimations et à nous entretenir avec la direction. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations, nous avons effectué des tests de sensibilité afin de mesurer l'impact d'une réalisation du niveau d'activité inférieur aux prévisions sachant que par nature les prévisions revêtent un caractère incertain et présentent des aléas notamment dans le contexte économique actuel. Nous avons apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe concernant les immobilisations incorporelles et financières ainsi que les créances en compte courant.

Créances clients

Le paragraphe « règles et méthodes comptables – créances » de l'annexe précise que l'évaluation individualisée des créances clients repose sur une estimation du risque de non-recouvrement compte tenu du contexte et de circonstances exceptionnelles, des prévisions et des garanties obtenues. Nos travaux ont consisté à se faire présenter les procédures de recouvrement actuellement en place, à examiner la documentation relative à ces estimations, à nous entretenir avec la direction et à revoir l'évolution des sommes à recouvrer depuis le 1^{er} octobre 2020. Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du Code de commerce, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 7 mai 2021

Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Martineau', with a horizontal line underneath it.

Sébastien MARTINEAU

Associé



	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 30/09/2020	Net 30/09/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	2 999 480	2 999 480		721 847
Fonds commercial (1)	509 147		509 147	509 147
Autres immobilisations incorporelles	477 578		477 578	235 645
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	365 183	214 499	150 685	170 807
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	4 661 678	4 039 423	622 255	750 252
Créances rattachées aux participations	143 623	143 623		
Autres titres immobilisés	280 000	224 000	56 000	
Prêts				
Autres immobilisations financières	43 787		43 787	43 787
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	9 480 475	7 621 024	1 859 451	2 431 485
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)	185 806		185 806	141 525
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	5 993 237	2 845 727	3 147 510	1 970 326
Autres créances	2 161 076	775 060	1 386 016	475 365
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	2 701 666	2 212 428	489 237	518 492
Disponibilités	4 050		4 050	65 084
Charges constatées d'avance (3)	78 793		78 793	114 161
TOTAL ACTIF CIRCULANT	11 124 628	5 833 215	5 291 413	3 284 953
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	20 605 103	13 454 239	7 150 864	5 716 438
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)			1 200 298	311 240

Bilan passif

	30/09/2020	30/09/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	983 564	983 564
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	19 179 633	19 179 633
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	60 759	60 759
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	80 852	80 852
Autres réserves	5 817	5 817
Report à nouveau	-21 706 310	-22 279 540
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	482 125	573 230
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	104 528	104 528
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-809 033	-1 291 157
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	31 622	4 076
Emprunts et dettes financières diverses (3)	178 892	306 124
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 086 223	936 732
Dettes fiscales et sociales	1 932 991	1 616 177
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		22 490
Autres dettes	3 899 993	3 687 530
Produits constatés d'avance (1)	830 176	434 466
TOTAL DETTES	7 959 897	7 007 595
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	7 150 864	5 716 438
(1) Dont à plus d'un an (a)	3 816 528	3 138 433
(1) Dont à moins d'un an (a)	4 143 369	3 869 162
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	31 622	4 076
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	30/09/2020	30/09/2019
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	3 748 595	3 491 665
Chiffre d'affaires net	3 748 595	3 491 665
<i>Dont à l'exportation</i>	278 369	
Production stockée	44 281	-17 717
Production immobilisée	241 933	235 645
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	19 607	425 628
Autres produits	35 811	2 619
Total I	4 090 227	4 137 840
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	320	
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	1 603 466	1 793 196
Impôts, taxes et versements assimilés	54 649	40 120
Salaires et traitements	1 018 956	1 059 321
Charges sociales	439 775	481 564
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	751 583	917 461
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	312	42 916
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	1 854	169 986
Total II	3 870 916	4 504 565
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	219 311	-366 725
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III		
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)		6 384
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		55 568
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V		61 952
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	362 561	
Intérêts et charges assimilées (4)	11 177	349 781
Différences négatives de change	794	69
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	374 532	349 850
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-374 532	-287 898
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	-155 221	-654 623

Compte de résultat

	30/09/2020	30/09/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 344 961,25	1 382 060,64
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		14 475,00
Total produits exceptionnels (VII)	1 344 961,25	1 396 535,64
Sur opérations de gestion	197 886,14	168 682,22
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	824 000,00	
Total charges exceptionnelles (VIII)	1 021 886,14	168 682,22
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	323 075,11	1 227 853,42
Impôts sur les bénéfices (X)	-314 270,00	
Total des produits (I+III+V+VII)	5 435 188,13	5 596 327,34
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	4 953 063,59	5 023 096,92
BENEFICE OU PERTE	482 124,54	573 230,42
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		25 030,00

COMPTES ANNUELS

2020

Période du 01/10/2019 au 30/09/2020

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA EDUNIVERSAL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2020, dont le total est de 7 150 864 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 482 125 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2019 au 30/09/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 04 novembre 2016 relatif au PCG et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La société EDUNIVERSAL a été mise en redressement judiciaire en date du 20 Février 2018.

A l'issue de la période d'observation renouvelée, la Société a obtenu un plan de continuation auprès du Tribunal de Commerce de Nanterre en date du 20 Février 2019.

Compte tenu de la poursuite du plan de redressement, le principe de continuité d'exploitation n'est pas remis en cause et a été retenu dans le cadre de l'établissement des comptes annuels au 30/09/2020.

Le plan de continuation a été établi sur une durée de 9 ans avec des échéances progressives.

Base de préparation des comptes annuels : La préparation des états financiers implique que la direction de la société procède à des estimations comptables et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan, les montants de charges et de produits au compte de résultat et les engagements relatifs à l'exercice clos. Ces hypothèses concernent principalement les immobilisations incorporelles (sites internet immobilisés et fonds commerciaux), les titres de participation, les titres immobilisés, et les créances (fiscales, commerciales ou comptes courants) ainsi que les valeurs mobilières de placement (actions propres et option d'achats).

Elles portent principalement sur des prévisions pluriannuelles de chiffre d'affaires et de charges reprises dans des business plans. Ces hypothèses reposent également sur l'analyse que fait la direction de la capacité de tiers à honorer leurs engagements du fait de projets / réalisations attendus de la part de ces contreparties.

La société s'est attachée à mettre en œuvre une démarche raisonnable et cohérente avec le niveau de risque identifié. Le contexte particulier de très forte incertitude qui résulte de l'évènement Covid a ainsi amené la société à intégrer dans son approche les conséquences de cet évènement

Compte tenu des aléas du marché et de l'environnement, les réalisations pourraient s'avérer différentes des valeurs retenues dans le business plan.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence. L'évaluation des actifs incorporels repose sur des données prévisionnelles qui dépendent de la réalisation d'événements futurs. La valeur recouvrable est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Le taux d'actualisation combine le taux sans risque, une prime de risque de marché, un bêta calculé et une prime de risque spécifique. Les flux sont projetés sur une période de 5 ans et intègrent une valeur terminale avec une hypothèse de croissance raisonnable.

La direction estime qu'aucune modification raisonnablement possible des hypothèses clés utilisées pourrait conduire à ce que la valeur comptable soit significativement supérieure à sa valeur recouvrable.

Des dépréciations sont constatées à hauteur des risques non couverts

· Sites internet :

Les sites internet sont amortis sur 3 ans en linéaire à compter de leur mise en service.

Les sites en cours de développement sont comptabilisés dans le poste immobilisations en cours dès lors qu'ils remplissent les conditions de comptabilisation des immobilisations incorporelles.

· Fonds commerciaux :

Les fonds commerciaux sont les suivants :

- de la société ACL Conseil, absorbée par SMBG en 2009,
- de la société ALINEA dont le fonds de commerce a été racheté en 2011.

Les fonds commerciaux ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et dès qu'il existe un indice de perte de valeur conformément au règlement ANC 2015-006 applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016 et portant sur les règles d'amortissement et de dépréciation des immobilisations incorporelles.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence. L'évaluation des fonds de commerce repose sur des données prévisionnelles qui dépendent de la réalisation d'événements futurs. Des dépréciations sont constatées à hauteur des risques non couverts.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 1 à 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Règles et méthodes comptables

Stocks

Les stocks correspondent à des travaux en cours relatifs aux coûts de production des différents guides édités par la société Eduniversal. Ces coûts de production sont évalués en fonction des temps passés par les salariés pour la réalisation de ces guides. Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques de non recouvrement de créances ont été traités de la manière suivante : pour les créances présentant des litiges ou des difficultés de recouvrement, leur dépréciation est enregistrée et fait l'objet d'une évaluation individualisée du risque de non recouvrement, compte tenu du contexte, des circonstances exceptionnelles, des prévisions et garanties obtenues.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Il convient de préciser qu'EDUNIVERSAL intervient dans un secteur qui n'a pour pas été directement fragilisé par les événements.

Si le COVID 19 peut perturber ou retarder certains développements commerciaux, la réalisation de mission de conseil, ou certains événements (comme la convention annuelle par exemple), la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause.

La société EDUNIVERSAL a bénéficié des mesures d'activité partielle permettant de réduire les charges de personnel, ainsi que des mesures de report d'échéances sociales.

Dans ce contexte, une attention particulière a été portée aux prévisions retenues pour l'évaluation de l'ensemble des actifs de la société.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Il convient de noter la réintégration dans le patrimoine d'EDUNIVERSAL des titres (280 K€) et compte courant ROQUES DE CANA (1200 K€) cédés peu avant l'ouverture de la procédure collective. Symétriquement, le montant payé par le cessionnaire (250 K€) a été réintégré au passif.

Compte tenu des prévisions, les titres ont été dépréciés à 80% et la créance à 50% pour tenir compte des perspectives de remboursement offertes.

La société EDUNIVERSAL a bénéficié d'un Crédit d'impôt innovation de 314 K€ correspondant à 4 années de développement.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	509 147			509 147
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 235 125	241 932		3 477 057
Immobilisations incorporelles	3 744 272	241 932		3 986 204
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagement divers	81 372	6 879		88 251
- Matériel de transport	32 943			32 943
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	241 256	2 734		243 990
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	355 570	9 613		365 183
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	4 805 301			4 805 301
- Autres titres immobilisés		280 000		280 000
- Prêts et autres immobilisations financières	43 787			43 787
Immobilisations financières	4 849 088	280 000		5 129 088
ACTIF IMMOBILISE	8 948 929	531 545		9 480 475

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	30/09/2020
Éléments achetés	284 210
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	224 936
Total	509 147

Les fonds de commerce correspondent à l'activité "Base de données" :

Notes sur le bilan

- a) de la société ACL CONSEIL, absorbée par SMBG en 2009
- b) de la société ALINEA dont le fonds de commerce a été racheté en 2011

Immobilisations financières

A la clôture, les titres de participation sont évalués selon leur valeur d'utilité (PCG art. 332-3, al. 1er).

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

L'évaluation de la valeur nette des titres de participation (Smbg Finance, Noir sur blanc, The Agency Ltd, Tild, O'Potentiels) et des créances qui leur sont attachées (comptes-courants et créances clients) repose sur des données prévisionnelles.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

La valeur recouvrable qui repose essentiellement sur des données prévisionnelles est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés.

Le taux d'actualisation combine le taux sans risque, une prime de risque de marché, un bêta calculé et une prime de risque spécifique à l'entité.

Les flux sont projetés sur une période de 5 ans et intègrent une valeur terminale avec une hypothèse de croissance raisonnable.

La valeur recouvrable des autres titres immobilisés repose sur une approche patrimoniale.

La direction estime qu'aucune modification raisonnablement possible des hypothèses clés utilisées pourrait conduire à ce que la valeur comptable soit significativement supérieure à sa valeur recouvrable.

Des dépréciations sont constatées à hauteur des risques non couverts.

Les frais d'acquisition des titres de participation sont inclus dans le coût d'acquisition et sont amortis sur 5 ans en amortissements dérogatoires.

S'agissant de NOIR SUR BLANC, suite à la décision de liquidation judiciaire en date du 31 janvier 2018, les titres ont été dépréciés à 100%.

S'agissant de TILD, malgré l'homologation d'un plan de redressement en Mai 2019, les titres demeurent dépréciés à 100% , car si les perspectives sont satisfaisantes, l'équilibre financier demeure fragile à ce stade de la procédure..

Enfin, concernant OPOTENTIEL, une valorisation tenant compte des prévisions d'activité et de rentabilité a été établie.

Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

(1) Capital - **(2)** Capitaux propres autres que le capital - **(3)** Quote-part du capital détenue (en pourcentage)**(4)** Valeur comptable brute des titres détenus - **(5)** Valeur comptable nette des titres détenus**(6)** Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - **(7)** Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise**(8)** Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - **(9)** Résultat du dernier exercice clos**(10)** Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR CHAQUE TITRE										
- Filiales (détenues à + 50 %)										
SMBG FINANCES		-576	51,00			144				
SARL NOIR SUR BLANC	29		100,00	2 238						
THE AGENCY	1		100,00	529						
SASU O ! POTENTIELS	8	-152	100,00	1 857	622	125		322	-43	
- Participations (détenues entre 10 et 50%)										
SAS TILD	77	-451	49,00	38		135		798	154	
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 277 633	721 847		2 999 480
Immobilisations incorporelles	2 277 633	721 847		2 999 480
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 615	9 283		12 898
- Matériel de transport	32 943			32 943
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	148 206	20 452		168 658
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	184 763	29 735		214 499
ACTIF IMMOBILISE	2 462 396	751 582		3 213 978

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 8 420 516 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	143 623		143 623
Prêts			
Autres	43 787		43 787
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	5 993 237	5 993 237	
Autres	2 161 076	960 778	1 200 298
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	78 793	78 793	
Total	8 420 516	7 032 808	1 387 708
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	692 244
RABAIS REMISES RISTOUR. A OBTENIR	43 235
Total	735 479

Valeurs mobilières de placement

A la fin de l'exercice, la valeur boursière des principaux éléments du portefeuille se monte à 134 969 euros pour une valeur comptable de 1 207 645 euros. Le montant des moins-value latentes correspondantes est de 1 072 676 euros.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice s'établit, pour les informations principales, comme suit :

Notes sur le bilan

	Valeur historique	Valeur liquidative	Gains latents	Pertes latentes
ACTIONS RESEAU ENTREPRENDRE	1 207 645	134 969		1 072 676
TOTAL	1 207 645	134 969		1 072 676

Dépréciation des actifs

Dépréciation des créances

Les créances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 3 620 787 euros. Par catégorie, les éléments significatifs sont :

	Montant
Créances clients	2 845 726
Comptes courants	775 060
TOTAL	3 620 786

Les risques de non-recouvrement de créances ont été traités de la manière suivante : pour les créances présentant des litiges ou des difficultés de recouvrement, leur dépréciation est enregistrée et fait l'objet d'une évaluation individualisée du risque de non recouvrement, compte tenu du contexte, des circonstances exceptionnelles, des prévisions et des garanties obtenues.

Dépréciation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 2 212 428 euros. Par catégorie de valeurs mobilières, les éléments significatifs sont :

	Montant
DEPRECIATION ACTIONS ENTREPRENDRE	1 072 676
ACTIONS PROPRES ET OPTIONS ACHAT	1 139 752
TOTAL	2 212 428

Conformément à l'article L.221-6 du PCG, la valeur d'inventaire des actions ENTREPRENDRE a été déterminée par rapport au cours moyen du dernier mois de l'exercice.

La dépréciation relative aux actions propres EDUNIVERSAL ainsi qu'aux options d'achat, a été calculée sur la base du prix de souscription de la dernière augmentation de capital (souscrite par EDUNIVERSAL RECONQUETE), ce qui correspond à la dernière transaction connue.

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 983 563,80 euros décomposé en 9 835 638 titres d'une valeur nominale de 0,10 euros.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 30/06/2020.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-22 279 540
Résultat de l'exercice précédent	573 230
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	-21 706 310
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-21 706 310
Total des affectations	-21 706 310

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/10/2019	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 30/09/2020
Capital	983 564				983 564
Primes d'émission	19 179 633				19 179 633
Réserve légale	60 759				60 759
Réserves générales	5 817				5 817
Réserves réglementées	80 852				80 852
Report à Nouveau	-22 279 540	-21 706 310	-21 706 310	-22 279 540	-21 706 310
Résultat de l'exercice	573 230	-573 230	482 125	573 230	482 125
<i>Dividendes</i>					
Provisions réglementées	104 528				104 528
Total Capitaux Propres	-1 291 157	-22 279 540	-21 224 186	-21 706 310	-809 033

Dettes

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 7 959 897 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	31 622	31 622		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	26 903	26 143		760
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 086 223	1 086 223		
Dettes fiscales et sociales	1 932 991	1 932 991		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	4 051 982	236 214	1 461 072	2 354 696
Produits constatés d'avance	830 176	830 176		
Total	7 959 897	4 143 369	1 461 072	2 355 456
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés	151 989			

Charges à payer

	Montant
FOURNIS. FACTURES NON PARVENUES	124 895
INTERETS COURUS A PAYER	2 803
DETTES PROVISIO. POUR CONGES PAYES	118 990
AUTRES CHARGES A PAYER	251 169
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES	54 068
AUTRES CHARGES A PAYER	34 864
AUTRES CHARGES A PAYER	93 646
AVIS RECOUVREMENT M5 10 10 17	36 168
RABAIS REMISES RIST. A ACCORDER	4 485
Total	721 088

Autres informations

Notes sur le bilan

Actions propres

A la clôture les actions propres sont au nombre de 65 267 pour une valeur nominale de 668 514 €.

Nous rappelons que ces actions propres ont été dépréciées sur la base de la dernière transaction connue, à savoir l'augmentation de capital souscrite par EDUNIVERSAL RECONQUETE.

Par ailleurs, les options d'achat portant sur 95.000 actions sur la base d'un cours de souscription de 7.63 euros ont été dépréciées en totalité.

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
EXPLOITATION	78 793		
Total	78 793		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	830 176		
Total	830 176		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	30/09/2020
PRESTATIONS DE SERVICES	3 748 594
TOTAL	3 748 595

Répartition par marché géographique

	30/09/2020
CA FRANCE	3 748 594
TOTAL	3 748 595

Les revenus de la société sont principalement constitués d'insertions publicitaires.

Les produits issus des prestations de référencement sont constatés lors de la signature des bons d'insertion.

Les produits issus des insertions publicitaires papiers sont constatés dès la sortie des guides.

Les produits issus de la vente des insertions publicitaires internet sont étalés sur la durée d'affichage.

Les produits issus de l'activité Booking sont constatés au moment de l'admissibilité du candidat (Mode A), de son inscription (Mode B), ou de la signature du bon de commande (Modes C et D).

La partie du chiffre d'affaires relative à l'exercice suivant est constatée en produits constatés d'avance (PCA).

Charges et produits d'exploitation et financiers

Notes sur le compte de résultat

Résultat financier

	30/09/2020	30/09/2019
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		6 384
Reprises sur provisions et transferts de charge		55 568
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		61 952
Dotations financières aux amortissements et provisions	362 561	
Intérêts et charges assimilées	11 177	349 781
Différences négatives de change	794	69
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	374 532	349 850
Résultat financier	-374 532	-287 898

Les produits financiers sont principalement constitués d'un complément de dépréciation sur les titres RESEAU ENTREPRENDRE.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités sur marchés	1 813	
Pénalités, amendes fiscales et pénales	2 078	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	156 991	
Provisions pour dépréciation	824 000	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		119 637
Réintégration Titres et créances ROQUES		1 225 324
CH EXCEP SUR EX ANT	37 004	
TOTAL	1 021 886	1 344 961

Les produits exceptionnels sont principalement constitués de la réintégration dans le patrimoine d'EDUNIVERSAL sur décision de justice des titres et créance ROQUES DE CANA dont la transaction a été annulée.

Une dépréciation exceptionnelle portant à la fois sur les titres (80%) et la créance (50%) a été passée afin de tenir compte de la valeur recouvrable des titres et de la recouvrabilité du compte courant, sur la base d'un échéancier et d'un provisionnel.

Quelques ajustements de dettes des créanciers n'ayant ont également été comptabilisés afin d'assurer la réciprocité avec les créanciers et le plan d'apurement arrêté par le tribunal.

Notes sur le compte de résultat

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2013, la société SA EDUNIVERSAL est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA EDUNIVERSAL. Elle agit en qualité de tête de groupe.

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Les seconde et troisième vagues liées au COVID ont affecté les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cependant, cette situation n'a à ce stade pas eu d'impact significatif sur l'activité de la société EDUNIVERSAL.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 17 personnes.

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>VENTE A REMERE 17.778 ACTIONS EDUNIVERSAL</i>	149 690
Autres engagements donnés	149 690
Total	149 690
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Dans le cadre de la vente d'actions à réméré consentie par Martial GUIETTE à EDUNIVERSAL, celui-ci dispose d'une faculté de rachat portant sur 17.778 actions, et dont le prix d'exercice serait de 8,42 euros.